

Note

Paris, le 6 novembre 2013

Les entreprises françaises et les “30 de l’Arctique”

« En Russie, je parle de tout, y compris de Greenpeace. Mais je ne laisserai pas cette question occulter les autres sujets, le développement de nos relations économiques notamment. »¹

Le Premier ministre Français Jean-Marc Ayrault était en visite officielle en Russie les 31 octobre et 1^{er} novembre dernier. Il a successivement rencontré son homologue Dmitri Medvedev puis le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine.

Si Jean-Marc Ayrault a souhaité privilégier le développement de sa diplomatie économique, il a néanmoins admis que la question des droits de l’homme et des 30 de l’Arctique s’était d’ores et déjà invitée dans le partenariat franco-russe.

« Les droits de l’homme font partie intégrante de la politique étrangère de la France », souligne M. Ayrault dans le quotidien économique Kommersant².

Vingt-huit militants pacifistes de Greenpeace, un caméraman et un photographe freelance en détention provisoire avec 18 nationalités représentées dont un Français... Dans ce contexte diplomatique, les milieux d’affaires, les grands groupes français du CAC40 ayant de fortes relations avec la Russie et le groupe Gazprom peuvent-ils rester muets ?

La France a des intérêts économiques de plus en plus importants avec les Russes. 14% des importations de gaz en France proviennent de Russie. Il existe aussi de nombreux contrats qui lient les grandes entreprises françaises du CAC 40 à la Russie et à son géant du gaz, Gazprom.

Le gouvernement et les intérêts franco-russes

La France et la Russie entretiennent depuis toujours d’excellentes relations sur le plan diplomatique et culturel. Depuis quelques années, ces relations ont également pris une nouvelle ampleur au niveau économique. En visite en Russie en 2007, Nicolas Sarkozy avait rappelé *« la disponibilité des investisseurs français pour entrer au capital de grandes entreprises russes, Gazprom par exemple³ »*. En cinq ans, la France est devenue le 4^e investisseur étranger en Russie.⁴

En février 2013, François Hollande annonçait ainsi : *« La Russie est le quatrième partenaire commercial de la France et les échanges entre les deux pays ont progressé de 15% en trois ans.⁵ »*

¹ <http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0203101372430-a-moscou-ayrault-fait-le-grand-ecart-entre-droits-de-l-homme-et-diplomatie-economique-624610.php>

² http://www.liberation.fr/politiques/2013/10/31/ayrault-en-russie-promet-d-aborder-la-question-des-droits-de-l-homme_943599

³ http://www.lemonde.fr/europe/article/2007/10/10/selon-nicolas-sarkozy-les-investisseurs-francais-sont-disponibles-pour-gazprom_965173_3214.html

⁴ http://lexpansion.lexpress.fr/economie/relations-economiques-franco-russe-hollande-a-l-ombre-du-bilan-sarkozy_374367.html

⁵ http://lexpansion.lexpress.fr/economie/relations-economiques-franco-russe-hollande-a-l-ombre-du-bilan-sarkozy_374367.html

Et la Russie, c'est entre autres Gazprom. Le géant de l'énergie est détenu par l'Etat Russe à hauteur de 50% plus une action, ce qui fait du Kremlin le donneur d'ordre et l'actionnaire majoritaire. Par ailleurs, les bénéfices de Gazprom participent à hauteur de 20% aux recettes de l'Etat russe⁶.

Cette proximité du géant gazier et de l'Etat Russe ne laisse aucun doute quand aux types d'intérêts conjoints entre le gouvernement de Dmitry Medvedev et de Vladimir Poutine et la compagnie présentée comme le « bras armé du Kremlin ». Gazprom est une arme redoutable, puisqu'il lui suffit de couper les vannes du gaz vers l'Ukraine, et donc en partie vers l'Europe comme elle l'a fait en 2006, pour imposer ses vues à ses partenaires commerciaux⁷.

Les entreprises françaises impliquées dans des relations commerciales poussées avec la Russie et principalement Gazprom doivent prendre une position sur la détention et les chefs d'inculpation retenus contre les 28 militants de Greenpeace ainsi que le photographe et le caméraman freelance actuellement détenus en Russie.

Greenpeace publie dans cette note la liste de six entreprises françaises, dont cinq membres du CAC 40, qui sont en relation d'affaires avec Gazprom ou la Russie et qui ont à cet égard une responsabilité vis-à-vis du sort des 30 de l'Arctique. Il s'agit de Renault, Total, GDF-Suez, BNP-Paribas, Air Liquide et Lazard Frères.

La responsabilité internationale des entreprises

La responsabilité des entreprises en matière de droits humains est établie dans les textes internationaux, non seulement en ce qui concerne leurs activités directes, mais également en ce qui concerne leurs investissements, leurs relations commerciales ou partenariats.

Le texte des Principes directeurs des Nations Unies relatif aux entreprises et aux droits de l'homme⁸ fixe le cadre de cette responsabilité. Ce texte s'applique à l'ensemble des entreprises au niveau international. Il recouvre les droits de l'homme reconnus par les Nations Unies notamment dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Parmi ces droits qui sont censés être garantis par les entreprises, on trouve le droit de manifester. A ce titre, ces directives s'appliquent clairement à la situation des 30 de l'Arctique dont la liberté de manifester pacifiquement, entre autres, est remise en cause.

On peut lire au titre 13 des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme :

« La responsabilité de respecter les droits de l'homme exige des entreprises:

...

b) Qu'elles s'efforcent de prévenir ou d'atténuer les incidences négatives sur les droits de l'homme qui sont directement liées à leurs activités, produits ou services par leurs relations commerciales, même si elles n'ont pas contribué à ces incidences. »

Plus loin, au titre 19, les principes précisent quelle devrait être l'attitude d'une entreprise dont un partenaire commercial serait impliqué dans un cas de violation des droits civils et politiques :

« Si l'entreprise a le pouvoir de prévenir ou d'atténuer l'incidence négative, elle doit l'exercer. Et si elle ne l'a pas, il peut y avoir des moyens pour elle de l'accroître. Elle peut renforcer son influence, par exemple, en offrant un renforcement des capacités ou d'autres incitations à l'entité connexe, ou en collaborant avec d'autres acteurs. Il existe des situations dans lesquelles

⁶ <http://www.20minutes.fr/article/549449/Economie-Gazprom-le-deuxi-egrave-me-Etat-russe.php>

⁷ http://www.lemonde.fr/europe/article/2006/01/01/la-russie-coupe-le-gaz-a-l-ukraine_726199_3214.html

⁸ http://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_FR.pdf

l'entreprise n'a pas le pouvoir de prévenir ou d'atténuer les incidences négatives ni n'est en mesure de l'accroître. Dans ce cas, elle devrait envisager de mettre un terme à la relation, en prenant en compte les évaluations fiables qui pourraient être faites des incidences négatives sur les droits de l'homme d'une telle initiative. »

Cinq entreprises signataires du « Pacte Mondial des Nations Unies »

Cinq des entreprises citées dans ce briefing ont signé le « Pacte Mondial des Nations Unies », un texte dans lequel elles s'engagent à respecter les droits de l'homme tels que définis par les Nations Unies. Il s'agit de GDF-Suez, Total, BNP Paribas, Renault et Lazard Frères. Elles sont donc liées par ce pacte au respect des dispositions exposées plus haut.

Enfin, Greenpeace relève la formulation des principes directeurs à ce même titre 19 selon laquelle :

« Dans tous les cas, tant que l'atteinte se poursuit, et que l'entreprise demeure dans la relation, elle devrait pouvoir démontrer les efforts constants qu'elle a menés pour atténuer l'incidence et être prête à accepter toutes les conséquences – en matière de réputation, du point de vue financier ou juridique – du maintien de ce lien. »

Au vu des principes directeurs des Nations Unies et du Pacte Mondial qui les engagent, les partenaires de Gazprom en France ont donc une responsabilité vis-à-vis de la situation en Russie des 28 militants de Greenpeace et des deux journalistes.

Les industriels français partenaires de la Russie

GDF-Suez

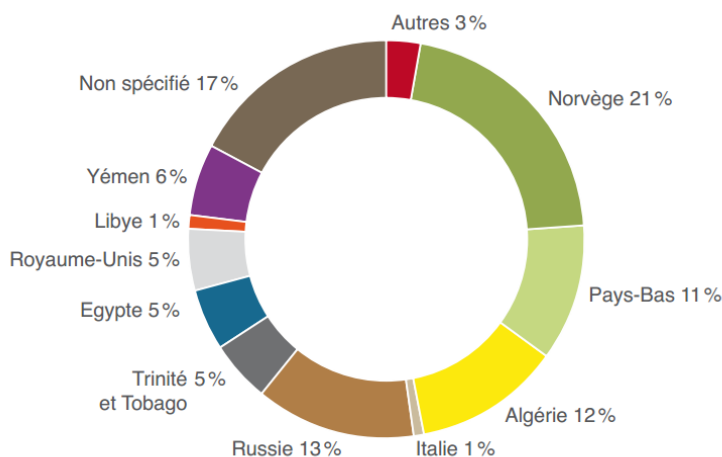
GDF-Suez est le principal partenaire en France de Gazprom. C'est GDF qui achète et distribue la quasi-totalité du gaz russe importé en France. Mais leur partenariat porte également sur des accords d'exploitation et d'exploration de gisements ou la construction d'un gazoduc traversant le nord de l'Europe : le gazoduc Northstream.

GDF Suez est actionnaire à hauteur de 9% dans ce projet mis en service en 2011. Il permet d'approvisionner l'Europe de l'Ouest par la mer du Nord en évitant les pays d'Europe centrale.

D'un point de vue commercial, d'ici à 2030, GDF Suez prévoit d'acheter 13 Giga m³ par an de gaz à Gazprom, soit 13% de ses approvisionnements à long terme⁹. En échange, GDF-Suez fournit à Gazprom Energy France du gaz que cette filiale de la compagnie Russe distribue à des entreprises françaises.

⁹ « La Russie, un partenaire de long terme de GDF-Suez », Dossier de Presse, Avril 2012, <http://www.gdfsuez.com/wp-content/uploads/2012/04/gdf-suez-dp-pays-russ-bd3-sstc.pdf>

Le portefeuille d'approvisionnement de long terme en gaz naturel de GDF SUEZ en 2011



Source : Dossier de presse GDF 2012¹⁰

Enfin, une partie de ce gaz est échangée contre du gaz liquéfié fourni à Gazprom par GDF. Depuis 2010, l'accord porte sur la fourniture par GDF de 15 livraisons de gaz liquéfié destiné à la Russie., en échange d'un accroissement des fournitures de gaz naturel sous forme gazeuse de la Russie vers la France.

Gazprom et GDF-Suez sont des alliés et des partenaires stratégiques dans le paysage énergétique mondial.

BNP Paribas

BNP est la première banque française en volume financier. C'est le 10ème actionnaire le plus important de Gazprom. Même s'il ne possède que 0.06% des actions du groupe russe, l'établissement financier reste l'un des principaux actionnaires actionnaires, et à ce titre pourrait avoir une influence sur le positionnement du groupe.

1.	RUSSIAN FEDERATION	n/a	ULT-AGG	11,836,520,101	50.00	0	03/18/13	
2.	BANK OF NEW YORK MELLON CORP	n/a	Co File	6,382,379,286	26.96	0	12/31/12	
3.	BLACKROCK	n/a	ULT-AGG	193,900,445	0.82	1,098,231	10/10/13	
4.	VANGUARD GROUP INC	n/a	ULT-AGG	136,365,333	0.58	1,920,012	08/31/13	
5.	PICTET FUNDS	n/a	ULT-AGG	42,643,809	0.18	-3,687,295	08/31/13	
6.	SWEDBANK ROBUR FONDER AB	Multiple Por	MF-AGG	33,088,629	0.14	10,571,531	03/31/13	
7.	CAISSE DE DEPOT ET PLACEME	Multiple Por	MF-AGG	28,900,196	0.12	0	12/31/12	
8.	JPMORGAN CHASE & CO	n/a	ULT-AGG	24,783,960	0.10	24,783,960	05/31/13	
9.	SCHRODER INVESTMENT MANAGEMENT	SCHRODER IS	MF-PART	22,958,940	0.10	1,836,169	08/30/13	
10.	BNP PARIBAS	n/a	ULT-AGG	13,503,031	0.06	-484,960	04/30/13	
11.	EAST CAPITAL ASSET MANAGEMENT AB	Multiple Por	MF-AGG	11,851,400	0.05	-910,949	08/30/13	
12.	HANDELSBANKEN FONDER AB	Multiple Por	MF-AGG	10,938,662	0.05	-715,000	08/30/13	
13.	DEKABANK DEUTSCHE GIROZENTRALE	Multiple Por	MF-AGG	9,890,000	0.04	500,000	08/30/13	
14.	UNION INVESTMENT LUXEMBOURG SA	Multiple Por	MF-AGG	4,293,458	0.02	-154,968	08/31/13	
15.	DFA AUSTRALIA LTD	Multiple Por	MF-AGG	3,738,644	0.02	0	06/28/13	
16.	TROIKA DIALOG ASSET MGMT	Multiple Por	MF-AGG	3,735,306	0.02	116,050	08/30/13	
17.	ING INVESTMENT MANAGEMENT CO	Multiple Por	MF-AGG	3,539,486	0.01	1,175,686	06/30/13	
18.	NOMURA	n/a	ULT-AGG	3,471,871	0.01	1,009,072	05/31/13	
19.	AT&T INTERNATIONAL MANAGEMENT CO	Multiple Por	MF-AGG	2,714,285	0.01	2,714,285	05/31/13	
20.	MANULIFE FUNDS DIRECT	Multiple Por	MF-AGG	2,457,654	0.01	14,534	07/31/13	

Les actionnaires de Gazprom, Capture d'écran du 11 octobre 2013

¹⁰ « La Russie, un partenaire de long terme de GDF-Suez », Dossier de Presse, avril 2012, <http://www.gdfsuez.com/wp-content/uploads/2012/04/gdf-suez-dp-pays-russ-bd3-sstc.pdf>

En plus de ses investissements ou participations, la banque française gère également des millions d'euros d'obligations pour Gazprom. En 2011 la compagnie russe a placé pour 1,6 milliard de dollars d'obligations sur les marchés internationaux, une opération organisée en partie par BNP Paribas et renouvelée en janvier 2013. En gérant ces obligations, BNP Paribas ajoute à sa responsabilité d'actionnaire, une responsabilité assumée quant à la réputation de son client, puisque de cette réputation pourrait dépendre le succès des obligations de Gazprom.

Chaque année, la BNP est classée dans le Top 30 mondial des gestionnaires d'obligation¹¹, ce qui lui confère, outre les volumes financiers en jeu, une influence majeure sur ce marché particulier. Il est impensable qu'une banque de cette ampleur gère les obligations d'une entreprise comme Gazprom et prétende ne pas être en mesure d'influer sur les choix stratégiques de cette entreprise.

Par ailleurs, on peut lire sur le rapport RSE (Responsabilité Sociale et Environnementale) de la banque, à la rubrique « produits responsables » :

« BNP Investment Partners, le métier de gestion d'actifs du Groupe, applique des critères RSE à l'ensemble de ses gestions collectives et de ses mandats institutionnels.¹² »

Renault

La Russie est le 4ème marché mondial pour le groupe Renault-Nissan qui détient à hauteur de 25% la marque Avtovaz, productrice de la célèbre Lada, et vient d'annoncer des investissements ambitieux dans son usine Avtoframov près de Moscou qui doit produire 180 000 véhicules par an à partir de cette année. Alors que comme partout ailleurs le marché automobile est en berne, la régie, elle, ne cesse d'augmenter ses ventes en Russie depuis quelques années.

Le succès est tel que Renault est aujourd'hui une pièce maîtresse dans le jeu de la France pour rééquilibrer une balance commerciale déficitaire avec la Russie. Paris compte bien sur le secteur des transports, emmené par la marque au losange, pour conquérir des parts de marché stables en Russie.

Outre ces aspects économiques, le siège occupé par Renault au Conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe (CCIFR) en fait un point de contact privilégié entre la France et la Russie. C'est donc sans surprise que la direction de Renault faisait partie de la délégation française emmenée par Jean-Marc Ayrault à Moscou le 30 octobre. Renault est également signataire du Pacte Mondial des Nations Unies.

Total

Le groupe pétrolier siège également au Conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe (CCIFR). Total a passé plusieurs partenariats avec Gazprom en Russie ces dernières années, parmi les plus récents une tentative d'exploration gazière du champ gazier de Chtokman en Arctique.

Total vient de soumettre à Gazprom une nouvelle proposition pour l'exploitation de ce champ gazier¹³, qui se trouve dans la même zone que le gisement pétrolier de *Prirazlomnaya* contre lequel l'*Arctic Sunrise* protestait lors de son arraisonnement.

¹¹ <http://www.relbanks.com/rankings/largest-asset-managers>

¹² <http://media.bnpparibas.com/rse/rapport2012fr/#/pageNumber=28>

¹³ <http://bourse.lesechos.fr/infos-conseils-boursiers/infos-conseils-valeurs/infos/total-soumet-a-gazprom-une-nouvelle-proposition-de-developpement-pour-shtokman-911523.php>



Source : Dossier de presse GDF 2012¹⁴

Par ailleurs, Total est l'une des seules compagnies au monde à s'être engagée à ne pas forer et rechercher du pétrole en Arctique en soulignant les risques environnementaux¹⁵. Mais le groupe français n'a pas pris d'engagement similaire en ce qui concerne le gaz dans cette région.

Air Liquide

Premier fournisseur mondial de gaz pour l'industrie, Air Liquide vient de signer un protocole d'accord avec Gazprom pour l'exploitation du gisement d'hélium de Chayanda en Sibérie orientale¹⁶. Cet accord porte sur la production, le stockage et le transport de l'hélium.

Cette position de négociation semble un contexte privilégié pour exiger des garanties sociales et environnementales de la part de son partenaire Gazprom.

Lazard Frères

Parmi les investisseurs « premium » de Gazprom aux USA, on trouve Lazard Emerging Markets Equity Instl qui détient 0.29% des actions, et Lazard Asset Management Ltd avec 0.31 %¹⁷. Ce fonds d'investissement basé en Angleterre et cette banque de gestion font partie de la banque franco-américaine Lazard Frères.

¹⁴ « La Russie, un partenaire de long terme de GDF-Suez », Dossier de Presse, avril 2012,

<http://www.gdfsuez.com/wp-content/uploads/2012/04/gdf-suez-dp-pays-russ-bd3-sstc.pdf>

¹⁵ http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/09/26/le-pdg-de-total-alerte-sur-les-risques-de-forages-en-arctique_1765774_3244.html

¹⁶ <http://bourse.lesechos.fr/infos-conseils-boursiers/infos-conseils-valeurs/infos/gazprom-et-air-liquide-signent-un-protocole-d-accord-dans-l-helium-842628.php>

¹⁷ <http://investors.morningstar.com/ownership/shareholders-overview.html?t=OGZPY>

Mathieu Pigasse, directeur de la banque, également propriétaire des *Inrockuptibles* et d'une partie du journal *Le Monde*, se présente comme un « banquier engagé ».

Lazard n'est pas qu'un investisseur ; la banque a aussi une activité de conseil de renommée mondiale, qu'elle exerce notamment pour le gouvernement français.

Des conséquences à long terme sur le climat... d'affaires

L'affaire des 30 de l'Arctique risque d'avoir des conséquences importantes pour l'ensemble des acteurs du partenariat franco-russe. François Hollande rappelait en janvier 2013 que la difficulté pour les investissements russes en France, c'est « *une sorte de suspicion à l'endroit des investissements (russes, ndlr) que cet argent ne serait pas forcément le plus pur possible*¹⁸. » Selon Jérôme Clausen, directeur du bureau de Moscou de l'Agence française pour les investissements internationaux, « *le climat social constitue l'un des freins majeurs pour les flux d'investissements russes vers la France*¹⁹. »

La situation actuelle des militants de Greenpeace, si elle devait durer, pourrait être dommageable au climat d'affaire franco-russe.

Pour éviter ce risque, des entreprises d'autres pays se sont déjà exprimées pour demander la libération de leurs ressortissants.

ENI

Le directeur exécutif du géant italien du pétrole ENI, Paolo Scaroni, a adressé un courrier au directeur général de Gazprom Alexey Miller pour que Gazprom appelle à la clémence notamment pour un des 30 de l'Arctique, le membre d'équipage italien Cristian D'Alessandro. Même si Gazprom a argué du fait que la compagnie gazière est une compagnie privée et que la justice russe est indépendante, c'est la démarche et l'argument développé par le dirigeant d'ENI qui doit attirer l'attention, puisqu'il écrit dans sa lettre²⁰ :

« *Tenant compte de votre stature, un appel à la clémence de votre part pourrait bénéficier aux personnes emprisonnées et permettre à l'industrie énergétique dans son ensemble d'avoir un dialogue plus constructif et transparent avec tous les interlocuteurs.* »

ENI est le premier client mondial de Gazprom pour le gaz. Le groupe italien a une alliance primordiale avec le géant russe qui fournit plus de 30% des besoins en gaz de l'Italie.

SHELL

De son côté, c'est sur le plateau de la télévision publique finlandaise YLE que le président finlandais de Shell, Jorma Ollila, a annoncé qu'il « souhaitait la libération de la militante finlandaise de Greenpeace, Sini Saarela... »

¹⁸ http://lexpansion.lexpress.fr/economie/relations-economiques-franco-russe-hollande-a-l-ombre-du-bilan-sarkozy_374367.html

¹⁹ http://french.ruvr.ru/radio_broadcast/no_program/247709083/

²⁰ <http://www.reuters.com/article/2013/10/17/russia-greenpeace-gazprom-idUSL6N0I73BV20131017>